



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**Travaux d'extension du gymnase du centre sportif  
universitaire de Valence**

---

**Université Grenoble Alpes**  
Direction générale déléguée patrimoine  
aménagement et transition énergétique  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	5
3.3 - Contrôle technique .....	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	6
4.2 - Délai d'exécution .....	6
4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	6
5 - Prix .....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
5.2 - Modalités de variation des prix .....	7
5.3 - Répartition des dépenses communes .....	8
6 - Garanties Financières .....	9
7 - Avance .....	10
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	10
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
8 - Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
8.3 - Délai global de paiement .....	12
8.4 - Paiement des cotraitants .....	12
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	12
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	12
9.2 - Implantation des ouvrages .....	12
9.3 - Préparation et coordination des travaux .....	13
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	13
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	13
9.3.3 - Plan d'assurance qualité .....	14
9.3.4 - Registre de chantier .....	14
9.4 - Etudes d'exécution .....	14
9.5 - Installation et organisation du chantier .....	14
9.5.1 - Installation de chantier .....	14
9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais .....	14
9.5.3 - Signalisation de chantier .....	14
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	14
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	14
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	15
9.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	15
9.7 - Réception des travaux .....	15
9.7.1 - Dispositions applicables à la réception .....	15
9.7.2 - Réception partielle .....	15
9.7.3 - Epreuves concluantes .....	15
10 - Garantie des prestations .....	15

11 - Pénalités .....	15
12 - Assurances .....	18
13 - Résiliation du contrat.....	18
13.1 - Conditions de résiliation .....	18
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
14 - Règlement des litiges et langues .....	19
15 - Dérogations .....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux d'extension du gymnase du centre sportif universitaire de Valence

Lieu d'exécution :  
Route de Malissard  
26000 Valence

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Démolition, gros œuvre, VRD, enduits de façade
2	Charpente, mur à ossature bois
3	Etanchéité
4	Menuiseries extérieures aluminium, métallerie
5	Menuiseries intérieures bois
6	Faux-plafonds, doublages, cloisons, peintures
7	Revêtements de sols, carrelages, faïences
8	Revêtements de sols souples sportifs
9	Electricité CFO/CFA
10	Chauffage, ventilation, plomberie, sanitaires
11	Mur d'escalade, tapis de sol

Le lot principal est le lot 1.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes propres à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe
- Le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots (CCTP TCE)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes propres à chacun des lots
- Le cahier des charges VDI 3.6.3 UGA
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) propre à chacun des lots avec la précision suivante : seuls les prix mentionnés dans la DPGF sont contractuels, les quantités ne le sont pas
- Le RICT
- Le planning DCE auquel se substituera le calendrier EXE à l'issue de la période de préparation
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études

- Le plan d'installation de chantier
- Le calcul RT2012 - RSET
- Les rapports géotechniques et leurs annexes
- La note de gestion des EP
- Le mémoire justificatif de la valeur technique portant sur :
  - pour les lots 1,2,3 et 11 : les moyens humains et matériels mis en œuvre sur le chantier, le mode opératoire et le planning, les mesures mises en œuvre en cas de difficultés ou retard (aléas) et pendant les périodes de congés, la gestion des nuisances, des déchets de chantier et le respect de l'environnement
  - pour les lots 4,5,7,8,9 et 10 : les moyens humains et matériels mis en œuvre sur le chantier, le mode opératoire, les mesures mises en œuvre en cas de difficultés ou retard (aléas) et pendant les périodes de congés, la gestion des nuisances, des déchets de chantier et le respect de l'environnement
  - pour le lot 6 : les moyens humains mis en œuvre sur le chantier, le mode opératoire, les mesures mises en œuvre en cas de difficultés ou retard (aléas) et pendant les périodes de congés, la gestion des nuisances, des déchets de chantier et respect de l'environnement

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

Nota : La DPGF n'est contractuelle que pour :

- Son prix global ;
- La décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix unitaires d'ouvrages destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :  
 Patrice ABEILLE architecte  
 18 rue Matthieu de la Drôme  
 26 100 Romans sur Isère

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIA+ BASE+EXE + SSI

#### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

PASSIFLOR - Eric Schulcz  
 3 rue Jean Palluy  
 69 440 Mornant

#### **3.3 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

QUALICONSLT  
 85 allée du Merle  
 26 500 Bourg les Valence

#### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

ELYFEC  
 29 rue Condorcet  
 38090 VAULX MILIEU

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 9 mois.

### 4.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature de l'intempérie (gel, pluie, vent, neige)	Intensité limite	Durée en jours
Pluies	Pluies cumulées supérieures ou égales à 80 mm d'eau	Journée
Neige	Neige cumulée supérieure ou égale à 100 mm de neige	Epaisseur constatée au matin 8h00 ou chute dans la journée
Températures	Température de référence égale à 5°C à 1h00 le matin	Au constat de température
Vent	Vent égal à 50km/h sur 2 heures ou 70km/h en rafales	Au constat de la vitesse du vent

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :  
Bourg les Valence

### 4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur cinq jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des

lots fixé à l'acte d'engagement. Après acceptation par les titulaires de chacun des lots, il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.3 \text{ BT02 (n-4)} / \text{BT02 (o)}) + (0.7 \text{ BT06 (n-4)} / \text{BT06 (o)})]$	Tous les prix
2	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT16b (n-4)} / \text{BT16b (o)})$	Tous les prix
3	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT53 (n-4)} / \text{BT53 (o)})$	Tous les prix
4	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT27 (n-4)} / \text{BT27 (o)})$	Tous les prix
5	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT18a (n-4)} / \text{BT18a (o)})$	Tous les prix
6	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.85 \text{ BT08 (n-4)} / \text{BT08 (o)}) + (0.15 \text{ BT46 (n-4)} / \text{BT46 (o)})]$	Tous les prix
7	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ BT09 (n-4)} / \text{BT09 (o)}) + (0.5 \text{ BT10 (n-4)} / \text{BT10 (o)})]$	Tous les prix
8	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT10 (n-4)} / \text{BT10 (o)})$	Tous les prix
9	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT47 (n-4)} / \text{BT47 (o)})$	Tous les prix
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.25 \text{ BT38 (n-4)} / \text{BT38 (o)}) + (0.4 \text{ BT40 (n-4)} / \text{BT40 (o)}) + (0.35 \text{ BT41 (n-4)} / \text{BT41 (o)})]$	Tous les prix
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT01 (n-4)} / \text{BT01 (o)})$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- Les coefficients de révision seront arrondis au 1000ème supérieur.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision

définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	BT02	Index du bâtiment - Terrassements - Base 2010
	BT06	Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
2	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
3	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
4	BT27	Index du bâtiment - Fermeture de baies en aluminium - Base 2010
5	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
6	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
7	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
8	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
9	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
10	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
	BT40	Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010
	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
11	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010

### 5.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

Libellé	Lot
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme	Lot 01
Branchements provisoires d'égout	Lot 01
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	Lot 01
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail	Lot 01
Installation d'éclairage et de signalisation	Lot 01
Installations communes de sécurité et d'hygiène	Lot 01
Installations de gardiennage	Tous*
Installation du téléphone et des ascenseurs de chantier	Lot 01
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	Lot 10



Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	Lot 01
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement	Lot 09
Installation de téléphone	Lot 01
Charges temporaires de voirie et de police	Tous*
Frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	Tous*
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	Lot 01
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	Tous*
Nettoyage, réparation et remise en état des installations salies ou détériorées par le titulaire du lot	Tous*
Fourniture des pièces graphiques EXE mises à jour	Tous*

\* A la charge de chaque lot concerné, à défaut à la charge du compte prorata.

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

#### Relations entre les entrepreneurs

Les entrepreneurs sont tenus d'établir entre eux, sous leur responsabilité et leur initiative, une convention inter entreprise destinée à régler l'ensemble des points concernant l'organisation du chantier (obligation des entreprises pendant la période de préparation - gardiennage - dégradations et d'une manière générale tout ce qui concerne le compte prorata).

Cette convention, bien qu'elle ne lui soit pas opposable, sera communiquée au Maître de l'Ouvrage dès le début du chantier.

Sont à la charge du compte prorata toutes les dépenses d'intérêts communes qui ne sont pas comprises dans le paragraphe "Installations de chantier" du lot N°01

L'entreprise chargée du Lot N°01 :

- Prendra toutes les mesures utiles pour assurer, à ses frais, et en fonction de ses besoins, l'alimentation de la base vie en fluides (eau, électricité (*en coordination avec les lots 09 et 10*), téléphone, assainissement, etc...),
- Installera les comptages provisoires si nécessaires.

Le paiement des fluides consommés par le chantier sera porté au compte prorata, les consommations étant établies par les comptages provisoires

- Prendra au titre du compte prorata le nettoyage du chantier à la demande de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage sur simple constatation de manquement au nettoyage si aucune entreprise responsable n'a pu être identifiée.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (lot 1 dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Pour les PME, le taux de cette retenue de garantie est fixé à 3% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants).

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **7 - Avance**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de la recommandation de la commission des communautés européennes n°2003/361/CE.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de 30 jours, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG -Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée de toutes les réserves dont était assortie la décision de réception,
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 13.4.4 si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord. Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1.

Par dérogation à l'article 13.4.3 du CCAG-Travaux, le règlement pour solde du décompte général et définitif est suspendu jusqu'à la transmission au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire du quitus de règlement des frais de compte prorata délivré par le gestionnaire dudit compte.

Le montant cumulé des décomptes mensuels ne pourra pas excéder 95% du montant de l'ensemble des prestations effectuées

## 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Conformément au Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les titulaires et sous-traitants des marchés publics sont soumis à l'obligation de transmission des factures par voie électronique.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code du commerce.

L'utilisation du portail public de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la

rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail .

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application des articles L. 2392-1 à L. 2392-3 du Code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :

1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2392-5 du Code de la commande publique;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013

2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°1 et par un géomètre expert selon les dispositions décrites dans le CCTP du lot 01. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat du lot 01.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Les opérations à effectuer pendant cette période sont notamment la demande des éventuelles autorisations nécessaires, l'établissement du Plan d'Installation de Chantier (P.I.C.), les installations de la base vie y compris toutes les adductions, la pose des barrières Héras et sécurisation du site, l'établissement des premiers plans d'exécution, le recalage du planning et la rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avec le CSPS, le suivi des VISAS par l'OPC

#### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend

entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes : Sans objet

### **9.3.4 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **9.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire sous format dématérialisé. Chaque entreprise aura à sa charge l'impression des plans concernant son lot

## **9.5 - Installation et organisation du chantier**

### **9.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : Sans objet

### **9.5.3 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

La mise en place des bennes et du tri sélectif (bois/métal/gravats) est à la charge du lot 1

### 9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

La mise en œuvre d'un état des lieux avec huissier avant travaux est à la charge du lot 1.

### 9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

## 9.7 - Réception des travaux

### 9.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 1 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

### 9.7.2 - Réception partielle

Aucune réception partielle n'est prévue

### 9.7.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges notamment l'essai de mise en charge de l'étanchéité.

## 10 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de 2 ans dont le point de départ est la date de réception des travaux.

## 11 - Pénalités

Concernant les pénalités de retard, par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard en dehors des cas précisés ci-dessous.

Motif	Montant de la pénalité
<b>Pénalités de retard en phase chantier</b>	
Les pénalités suivantes s'appliquent aussi bien aux délais partiels figurant au calendrier détaillé d'exécution, que sur le délai global, sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de rembourser ces pénalités (article 20.1.5 du CCAG-Travaux).	
Retard dans la remise de plans ou document « PAC » y compris de remise d'échantillon, fiches techniques attendus pour la validation par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle sans mise en demeure préalable	150 €/ jour
Retard dans l'exécution des travaux par rapport aux délais intermédiaires ou à la date prévue d'achèvement, sans mise en demeure préalable	120 €/ jour
<b>Pénalités pour non respect des prescriptions du CCTP</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
En cas d'absence ou de non-respect des préconisations et spécificités de mise en œuvre décrites au CCTP	100 €/ jour Jusqu'à constatation du respect des préconisations et spécificités
<b>Pénalités de retard pour levée de réserves</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
Au-delà du délai fixé dans les procès-verbaux de réception par le maître d'œuvre, retard pour lever les réserves de réception	250 €/ jour
<b>Pénalités de retard pour intervention au titre de la GPA</b>	
Après mise en demeure préalable restée sans effet	
Au-delà du délai fixé par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour lever les dysfonctionnements au titre de la garantie de parfait achèvement, retard constaté dans la levée du dysfonctionnement	150 €/jour
<b>Pénalité pour non-respect de la charte « Chantier propre »</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
En cas de non-respect de la charte chantier à faible nuisance, l'entrepreneur pourra se voir appliqué une pénalité sans mise en demeure préalable	150 €/jour Jusqu'à constatation du respect de la charte
<b>Pénalité pour défaut de nettoyage quotidien du chantier</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
En cas d'absence ou de mauvais nettoyage des lieux après son intervention, l'entrepreneur	300 €/ jour pour chaque entreprise négligente



pourra se voir appliqué une pénalité sans mise en demeure préalable et le nettoyage correspondant pourra être pris en charge par le compte interentreprise.	Jusqu'à constatation de la bonne réalisation du nettoyage
<b>Pénalité pour non-respect des consignes de sécurité :</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordonnateur SPS, de l'OPC, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
En cas de manquement au respect des consignes de sécurité constaté par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.	300 € / manquement constaté et par jour
Retard dans la remise des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé.	150 € / jour
<b>Pénalité pour non-respect des règles d'organisation de chantier</b>	
Sans mise en demeure préalable et sur simple constat du coordinateur OPC ou du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage :	
En cas d'absence non motivée ou de retard non excusé au rendez-vous de chantier, l'entrepreneur convoqué pourra subir une pénalité par absence ou retard constatés.	200 € / absence ou retard constaté
En cas de défaut de préchauffage / déshumidification du chantier	150 € / jour en défaut de préchauffage / déshumidification constatés
En cas de non-respect des règles d'organisation de chantier et consignes et modalités d'intervention sur le site (stationnement et circulation, respect des contraintes de l'établissement, règles d'interventions vis-à-vis des existants en fonctionnement...etc) l'entrepreneur pourra se voir appliquer une pénalité par infraction, sans mise en demeure préalable.	200 € / infraction
En cas de non-respect des horaires du chantier et notamment des interdictions de circuler à certains heures, l'entrepreneur pourra se voir appliquer une pénalité d'infraction, sans mise en demeure préalable.	200 € / infraction
<b>Autres pénalités</b>	
Retard dans la remise des documents à fournir après exécution, DOE Après mise en demeure préalable restée sans effet	120 € / jour de retard
En cas de non-respect des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié,	5% du montant TTC du marché  Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de

après mise en demeure préalable restée sans effet	sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé
---	--

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 20% du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

## 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 13 - Résiliation du contrat

### 13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

#### Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En complément à l'article 46.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **15 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge al.3 de l'article 13.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 13.3.2, 13.4.3 et 13.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.7.1 du CCAP déroge aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 48.1 du CCAG - Travaux